

Un Vert au Luxembourg

Premier sénateur écologiste élu dans le Bas-Rhin, sur une liste d'union de la gauche en septembre dernier, le conseiller municipal de Geispolsheim Jacques Fernique suit les questions vertes et européennes à la Chambre haute. Tout en regardant comment avance la Collectivité Européenne d'Alsace, avec un œil en partie bienveillant.

● Jacques Fernique, quelles sont vos impressions après quatre mois au Sénat, assemblée souvent critiquée ?

○ J'ai le sentiment, l'impression que je n'ai pas le droit de me défilier. Je veux contribuer à ce qui se passe. C'est le mandat du climat, les décisions qu'on ne prend pas maintenant seront préjudiciables dans dix ans. Il y a une forte envie d'avancer dans la transition écologique et énergétique. L'écologie a gagné et il faut en faire la transcription au niveau parlementaire. Je veux être utile et les possibilités existent au Sénat. On a les vrais leviers et franchement si j'avais su à quel point il est possible d'agir, j'en aurais dit beaucoup plus en campagne électorale.

Le Sénat est l'expression de ce que sont les collectivités locales. Il n'est pas mécaniquement aligné sur le gouvernement et il y a des coups de gueule qui en valent la peine. Le Sénat permet d'avoir une bienveillance et une sérénité dans le débat. C'est un vrai lieu de contrôle, d'échange et de débat. Dans la présidentialisation que nous vivons, le Sénat s'est fait sa place.

● Comment travaillez-vous entre Paris et Strasbourg ?

○ J'ai été élu sur une liste comprenant des personnes d'horizons divers et localement j'ai mis en place un comité sénatorial qui se réunit tous les trois mois pour faire le bilan de l'action. Il faut aussi savoir de quoi ont besoin les élus locaux. C'est un point de rencontre obligé, je ne veux pas me contenter d'être dans une bulle. L'écologie a obtenu une victoire à Strasbourg et il faut y prendre sa part.

● Dans quels groupes et commissions êtes-vous actif à la Chambre haute ?

○ Je fais partie de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et dans ce cadre je suis partie de la mission d'information relative au transport de mar-



FRÉDÉRIC MAIGROT/VA.M.I.

chandises. Là il y a un vrai enjeu. Le transport est le premier poste de la lutte contre l'effet de serre et le dérèglement climatique. Il y a une vraie dynamique à lancer et l'électrification des camions viendra. L'hydrogène prendra du temps mais la voiture à explosion va être arrêtée. On va y arriver. Je fais aussi partie du groupe de travail sur l'économie circulaire et du groupe numérique où nous travaillons sur l'impact environnemental du numérique. Sur la 5G, il faut éviter l'explosion de la consommation comme on a eu avec le passage de la 3G à la 4G. 25 % de l'effort est individuel et 75 % vient du structurel. Je suis par ailleurs vice-président de la commission des affaires européennes qui n'est pas une commission inutile. C'est un travail passionnant de suivre ce que fait le Conseil européen, sur des sujets comme l'emprunt commun ou la taxation des géants du numérique, les GAFA. L'Europe a besoin de trouver des ressources propres.

● Vos propos électoraux ont été favorables à la Collectivité Européenne d'Alsace, qu'êtes-vous prêt à faire pour elle ?

○ La CEA a de grandes qualités, c'est une réponse à un vrai désir d'Alsace, à une demande des citoyens. Elle forme un périmètre cohérent de politique publique, c'est un vrai territoire de projets partagés. L'autre qualité, c'est le « E » d'Europe. L'Alsace n'est pas un bout, une extrémité, de la France, comme on peut le considérer de Paris. Ici, c'est vécu comme un vrai trait d'union avec ses voisins allemand et suisse. Le défaut, c'est par nature le déficit démocratique. Elle a une part d'incapacité à porter un projet de politique publique parce que les élus sont des élus de petits bouts de territoires. Il faudrait un scrutin de type communal, majoritaire à deux tours, et non pas une élection cantonale. On a raté un coche important en 2013, au moment du référendum, et on en a les conséquences. Sur un plan économique, avec le Grand Est on a agrégé un ensemble Lorraine-Champagne Ardenne - Alsace qui n'a pas de projet de développement commun. Chacun regarde de son côté, la Champagne vers Paris et l'Alsace vers l'Allemagne et la Suisse. On a fait du surplace pendant cinq ans.

● Et les dossiers écologiques alsaciens ...

○ La première chose fixée dans les projets de la CEA est la taxe sur les poids lourds. Il était convenu que cela passera par une ordonnance du gouvernement sur proposition de la CEA. Mais il ne se passe rien au niveau de la collectivité. Là, ils ont peur de quoi ? Rémy With dit que c'est plus compliqué que ça et que cela ne se fera pas en 2022 mais plutôt en 2024 ou 2025. J'attends que la CEA travaille là-dessus. Il y a aussi la liaison ferroviaire de l'Eu-Airport qui est un dossier important.

**Propos recueillis
par Joël Hoffstetter**